

## L'information en langue française

### L'information du consommateur en langue française est-elle obligatoire en Nouvelle-Calédonie ?

Oui la langue française est obligatoire sur les étiquetages, notices et modes d'emploi en Nouvelle-Calédonie.

L'emploi de la langue française est un élément essentiel dans l'information du consommateur car elle permet à ce dernier de pouvoir exercer son choix et de faire jouer la concurrence.

Le consommateur et/ou l'utilisateur doit ainsi disposer des informations sur la qualité et les prix dans une langue qui lui est directement compréhensible.

En Nouvelle-Calédonie, l'obligation d'information en langue française est fonction de la nature des produits.

### De quels produits s'agit-il ?

Il faut savoir que l'information en langue française concerne tous les produits c'est à dire tant les produits alimentaires préemballés que les produits industriels.

S'agissant tout d'abord des produits préemballés : ces derniers ont un étiquetage « faisant corps avec l'emballage comportant les mentions obligatoires prévues par la réglementation qui doivent être rédigées en langue française. Il s'agit des mentions suivantes :

la dénomination de vente de la marchandise,

le nom ou la raison sociale et l'adresse de la personne physique ou morale responsable

le nom du territoire ou du pays d'origine de la marchandise si cette omission serait susceptible de créer une confusion sur l'origine réelle de celle-ci,

le poids net ou le volume net de la marchandise exprimé en unités de mesures légales en France,

l'énumération des composants de la marchandise,

l'énumération des différentes catégories de produits d'addition contenus dans la marchandise, suivie d'une indication permettant d'identifier chacun de ces produits,

dans les cas de produits altérables ...

Enfin en ce qui concerne des produits industriels : l'obligation d'information en langue française concerne les caractéristiques essentielles du produit.

On entend par caractéristiques essentielles les éléments qui permettent au consommateur d'exercer son choix, de comparer au plan des prix et de la qualité, mais également d'utiliser un matériel à bon escient et garantir sa sécurité.

À titre d'exemple sont visés par l'obligation de rédaction en langue française :

donc la dénomination du produit,

également tous les documents destinés à informer l'utilisateur ou le consommateur : étiquetages, prospectus, catalogues, brochures et autres documents d'information, certificats de garantie, mode d'emploi, instructions de montage, précautions d'emploi, menus et cartes des vins, etc....

nous l'avons déjà dit les inscriptions sur les produits, sur leur contenant ou sur l'emballage

## Interview Radio Nouvelle Calédonie - 2010

Il faut savoir qu'il appartient au premier responsable de la mise sur le marché en Nouvelle-Calédonie de s'assurer de la conformité de l'information en langue française des produits, ou de faire procéder à une traduction pour les mentions minimales requises, préalablement à leur commercialisation.

De même chaque intermédiaire, jusqu'au détaillant (c'est-à-dire en fait jusqu'au consommateur final), se doit de veiller à assurer la diffusion de l'information en langue française qu'il s'agisse comme nous l'avons déjà précisé de la dénomination du produit, de l'étiquetage, des modes d'emplois, etc.

### Existe-t-il des cas où l'information en langue française n'est pas obligatoire?

Oui effectivement.

Je vois principalement deux cas pour lesquels l'information en langue française n'est pas obligatoire :

le premier cas concerne les produits typiques et les spécialités d'appellation étrangère ou bien encore les dénominations de certains produits spécifiques et connus du plus large public.

On peut citer à titre d'exemple les dénominations suivantes : chorizo, cookie, couscous, gin, hot dog, pizza, sandwich, etc. ou encore des dénominations étrangères comme le gorgonzola, le scotch whisky).

Pour ces produits typiques et spécialités d'appellation étrangères, les dénominations peuvent employées sans traduction.

le deuxième cas concerne les biens ou les produits comportant certains termes ou expressions. L'absence de traduction est admise dans la

mesure où ces termes ou expressions sont entrés dans le langage courant ou résulte de l'application de conventions internationales.

À titre d'exemple on peut citer, les termes : « on/off », « made in », « copyright ».

### Parfois certains produits comportent plusieurs versions en langues étrangères. En ce cas, la présentation en langue française doit-elle toujours accompagner les différentes versions en langue étrangère ?

Oui, comme on l'a déjà souligné l'information en langue française est une obligation. Mais une traduction en une ou plusieurs langues étrangères peut dans tous les cas accompagner la version en français. Attention cependant, la présentation en langue française doit être aussi lisible que la présentation en langue étrangère.

Ce principe implique qu'une mention ou tout autre inscription ne doit pas en raison de sa taille, de son graphisme, de sa couleur être mieux comprise que celle établie en français.

Cependant, il faut souligner qu'il n'est pas demandé au professionnel d'adopter une similitude stricte tant s'agissant des différentes présentations ou bien encore de la traduction. En effet, la traduction peut ne pas être au mot à mot dès lors qu'elle reste dans l'esprit du texte original.

Les mêmes règles valent pour les modes d'emploi ou d'utilisation dont les présentations en langue française et en langues étrangères doivent être aussi compréhensibles et complètes les unes que les autres.

**Selon vous, quelle information principale doivent retenir nos auditeurs ?**

Je dirais simplement aux auditeurs que le consommateur ou l'utilisateur calédonien est en droit avant d'effectuer son choix sur tel bien ou tel produit, d'avoir une information complète et transparente.

En effet, il faut toujours garder à l'esprit que certains produits de par leur composition (ici je pense notamment aux personnes souffrant d'allergies) ou bien encore parce que ces produits ne comportent aucunes informations sur leurs conditions d'utilisation compréhensibles par le consommateur, sont susceptibles de présenter un risque pour la sécurité physique du consommateur.